



L'ESCROQUERIE SOCIALE DU RASSEMBLEMENT NATIONAL

Stop à l'imposture sociale du RN. La position de l'extrême droite à l'Assemblée nationale est claire, il suffit de regarder ses votes.

SALAIRES

- Contre** l'augmentation du SMIC
- Contre** l'indexation des salaires sur l'inflation
- Contre** l'encadrement des salaires

POUVOIR D'ACHAT

- Contre** le blocage des prix des produits de première nécessité
- Contre** la gratuité des cantines et fournitures scolaires pour les plus modestes
- Contre** la valorisation des petites retraites
- Contre** la garantie d'autonomie jeunes à 1063 euros
- Contre** le gel des prix des loyers
- Contre** l'augmentation des hébergements d'urgence

TRAVAIL

- Pour** la fin des droits au chômage après abandon de poste
- Pour** la fin des allocations chômage si refus d'un CDI à la fin d'un CDD
- Pour** la réduction des droits au chômage des étrangers hors Union européenne
- Pour** l'interdiction de la présence des étrangers au sein des instances représentatives des entreprises
- Pour** la limitation du droit de vote des travailleurs précaires aux élections professionnelles

ÉCOLOGIE

- Contre** la taxation des yachts et jets privés
- Contre** la suppression de la niche fiscale du kérosène aérien

FISCALITÉ

- Contre** une taxe sur les revenus supérieurs à 3 millions d'euros
- Contre** une taxe sur les superprofits
- Contre** l'augmentation de la TVA sur les produits de luxe
- Contre** la hausse des moyens pour lutter contre la fraude fiscale
- Contre** le rétablissement de l'ISF
- Pour** la hausse du plafond de défiscalisation des heures supplémentaires
- Pour** la baisse des impôts de production (CVAE)

ÉDUCATION - CULTURE

- Contre** la gratuité des fournitures scolaires pour les plus modestes
- Contre** l'achat de mangas avec le « pass culture »
- Contre** l'augmentation du budget des universités
- Pour** l'interdiction de l'écriture inclusive

SERVICES PUBLICS

- Contre** le recrutement de sapeurs-pompiers et la revalorisation de leurs salaires
- Contre** l'attribution d'un milliard d'euros dans le cadre de la lutte contre les violences faites aux femmes



Tous et toutes les syndicalistes se doivent d'être dans l'action au quotidien contre la propagation des idées d'extrême droite. Dans le cadre du travail, mais aussi au sein de nos cercles amicaux et familiaux, la bataille des idées est rude face aux mensonges et thèses conspirationnistes qui se développent dans un environnement de néolibéralisme violent, de pandémie mondiale et maintenant de guerre.

La banalisation des idées d'extrême droite est donc un véritable fléau et c'est en partant du passé, de l'histoire sociale, de nos analyses et propositions que nous combattons résolument l'extrême droite, ses idées, ses pratiques. Il est donc nécessaire de faire savoir à quel point l'extrême droite est dans le camp du capital : sa stratégie de charme envers les travailleurs-euses en reprenant des thématiques sociales ne tend qu'à un objectif électoral.

Face à une mondialisation capitaliste sans règles environnementales et sociales justes, l'extrême droite veut mettre en place une stratégie de dédramatisation. Son ambition unique est la conquête du pouvoir et la mise en place d'un État fort. La haine du syndicalisme fait partie de l'ADN du fascisme historique et actuel. Tant que les salarié-es considèrent que leur principal problème c'est l'immigration, ils-elles ne s'organisent pas pour des avancées sociales. À la CGT, nous savons que ce sont tous les travailleurs et toutes les travailleuses, immigré.es ou non, qui créent la richesse.

Selon le rapport de l'OCDE : « Dans tous les pays, la contribution des immigré-es sous la forme d'impôts et de cotisations est supérieure aux dépenses que les pays consacrent à leur protection sociale, leur santé et leur éducation ». Il faut rappeler que la fraude sociale, que les partis d'extrême droite (RN et Reconquête) associent abusivement aux immigré-es, représente moins d'un milliard d'euros par an, alors que la fraude fiscale – celle des multinationales – nous coûte plus de 150 milliards par an.

Finalement, l'extrême droite a tant déshumanisé celles et ceux qu'elle considère comme des étrangers-ères, des migrant-es, que, face aux horreurs de la guerre, le premier réflexe des représentant-es d'extrême droite est de prôner la fermeture des frontières et le non-accueil des migrant-es. Le capitalisme, qui sème la guerre et la misère, est le véritable ennemi des salarié-s, et les courants d'extrême droite ses alliés.

Cette alliance n'est pas nouvelle, n'oublions jamais qu'en 1930 les partis de droite et le patronat avaient choisi leur camp et avaient comme mot d'ordre « Plu- tôt Hitler que le Front populaire », ils préféraient sacrifier les droits, les libertés et la démocratie pour le fascisme plutôt que satisfaire les intérêts des classes laborieuses.

Pour rappel, la centrale syndicale CGT est adhérente à VISA, une association intersyndicale de plus de 150 structures syndicales dont l'UD cgt 22, le syndicat cgt de Saint-Brieuc Agglomération et la Coordination Syndicale Départementale cgt 22. Un VISA local 22 est en cours de structuration sur le département. Nous encourageons les syndicats CGT à nous contacter pour connaître les modalités d'adhésion à ce VISA local(accueil@udcgt22.fr)

Nous devons rester vigilants car longtemps terre de mission pour l'extrême droite, la Bretagne, région historiquement démocrate chrétienne parsemée de quelques fiefs rouges, est longtemps restée perméable aux sirènes xénophobes et racistes. Or depuis le début de l'année, des groupes de nervis multiplient violences, provocations et intimidations, notamment en Côtes d'Armor (Callac, Rostrenen, Guingamp, Saint-Brieuc...)

